

# REEMPLACEMENT DE COUVERTURE AMIANTEE SUR UN IMMEUBLE COLLECTIF

rue du Docteur Goupil  
Immeuble "La Varende"  
27 250 RUGLES

## MAITRE D'OUVRAGE

LOGEMENT FAMILIAL DE L'EURE  
2-4 RUE SAINT PIERRE-BP 587  
27 000 EVREUX  
Tél : 02.32.62.23.23 Fax : 02.32.62.23.40  
Mél : developpement@lfeure.fr

**Lot n°00**

## PRESCRIPTIONS COMMUNES

### MAITRE D'OEUVRE :

Isabelle DESMARES  
9 Rue Buzot  
27 000 EVREUX  
Tél : 02.32.31.67.13 port 06.34.09.27.26  
Mél : contact@isabelledesmares.fr

### BUREAU CONTROLE :

BTP CONSULTANTS CONTROLE TECHNIQUE  
1690 rue Aristide Briand Seine Créapolis Sud  
76650 PETIT-COURONNE  
Mél : nicolas.sacquet@btp-consultants.fr

### COORDONNATEUR SECURITE CHANTIER :

BTP CONSULTANTS SECURITE  
1690 rue Aristide Briand Seine Créapolis Sud  
76 650 PETIT-COURONNE  
Tél : 06.60.27.51.61  
Mél : laetitia.fauvel@btp-consultants.fr

**CCTP**

Dossier	
Date	04/04/2024
Phase	DCE
Indice	

## 00.1 **OBJET DU MARCHE**

Le présent CCTP a pour objet de définir les ouvrages nécessaires à l'exécution des travaux de remplacement de couverture amiantée sur un immeuble collectif à Rugles

Liste des lots :

- Lot 01 Désamiantage-Déconstruction
- Lot 02 Révision de charpente - Couverture bac acier

## 00.2 **CONSISTANCE DU MARCHE**

Tous les travaux nécessaires au parfait et complet achèvement des ouvrages et au parfait fonctionnement des installations doivent être prévus par les entrepreneurs et exécutés conformément aux règles de l'art et de manière non exhaustive à la liste des réglementations suivante :

- Code de la Construction et de l'habitation
- Code de l'urbanisme
- Normes françaises A.F.N.O.R. et européennes en vigueur,
- DTU et cahiers des clauses spéciales s'y rapportant
- Règlement des produits de construction (marquage CE ),
- Règles professionnelles,
- Avis Technique du CSTB des produits proposés,
- NF EN 335 - cf NF EN 350-2 et NF EN 351-1 définissant la durabilité naturelle ou conférée du bois est adaptée à la classe d'emploi déterminée dans la norme
- CTB-B+ ou CTB-P+ ( ou équivalent) selon directive 98/8/CE concernant la labellisation des produits contenant du bois et la mise sur le marché des produits biocides.

Les matériaux utilisés ou produits et équipements seront certifiés conformes aux normes, contrôlés périodiquement par un organisme certificateur accrédité établi dans l'Espace Economique Européen. Le site d'Afocert ( Association française des Organismes de Certification des produits de construction ), [www.afocert.fr](http://www.afocert.fr) renseigne sur les certifications des produits de construction existantes en France.

Les produits intégrés à un procédé de construction innovant bénéficieront d'un Avis Technique ou d'un Document Technique d'Application (DTA) ou d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (Atex) ou d'un Pass innovation ( voir <http://evaluation.cstb.fr>).

Les produits et matériaux de construction , revêtements de murs et de sol, peintures et vernis sont étiquetés A ( au sens de l'arrêté du 19 Avril 2011 ) et devront être estampillés NF ou équivalent.

Le présent CCTP a pour but de faire connaître le programme général de construction et le mode de bâtir. Il forme un tout et devra être connu de chacun des Entrepreneurs. Dans chaque corps d'état, devront être prévus les travaux et les fournitures résultants des spécifications des autres corps d'état et devant compléter ces spécifications à défaut et en complément de définition par le CCTP et les plans.

## 00.3 **CONTRAINTES DU SITE :**

Le site est classé :

- Vent zone 2
- Neige : zone A1
- Zone climatique " H1 " .
- Classe d'exposition " Ex1".
- Exposition bruit : Br1

Les travaux auront lieu en site occupé.

## 00.4 **DELAIS D'INTERVENTION**

Les entreprises devront suivre une intervention programmée afin de respecter le délai stipulé dans le C.C.A.P. pour l'ensemble des travaux.

Un plan d'avancement de chantier sera établi par le Maître d'œuvre et présenté pour accord au Maître de l'ouvrage après avoir été approuvé et signé par tous les intervenants

## 00.5 **ELEMENTS EXISTANTS CONSERVES :**

L'attention des entrepreneurs est attirée sur la conservation d'une partie des éléments existants pratiquement "en l'état" et le soin à apporter à leur préservation et leur protection , il s'agit de :

- Isolation des combles en laine soufflée

A cet effet les entreprises devront établir un "état des lieux" avant démarrage de chaque zone en présence du bureau de contrôle et du Maître d'oeuvre.

## 00.6 **OBLIGATION DE L'ENTREPRISE**

Les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance de tous les éléments du dossier et sont tenus de présenter une offre répondant aux spécifications du projet de base définies dans les documents composant ce dossier.

Les entrepreneurs devront impérativement se rendre sur place pour apprécier l'importance et la nature des travaux.

Faute d'avoir demandé des explications complémentaires par écrit avant la remise de son offre, il sera considéré que l'entrepreneur a eu pleine connaissance des lieux, de tous les documents établis par le Maître d'Œuvre, qu'il accepte sans réserve. Aucune réclamation, concernant l'interprétation des documents et plans ne pourra être admise ultérieurement.

Les descriptions incluses dans le présent CCTP n'ont pas un caractère limitatif. Chaque entreprise devra l'ensemble des fournitures et prestations nécessaires à une parfaite finition des ouvrages et à leur parfait fonctionnement suivant normes et réglementations en vigueur.

Les entrepreneurs ne pourront pas prévaloir d'omissions si d'autres documents donnent des renseignements complémentaires (consulter à cet effet les documents Tous corps d'État ).

## 00.6.1 **DOCUMENTS A FOURNIR**

### 00.6.1.1 **Avec l'acte d'engagement**

Quantitatif estimatif servant de cadre à la décomposition du prix global et forfaitaire (non contractuel) D.P.G.F.

### 00.6.1.2 **Avant tout début des travaux ( cf. délais CCAG travaux )**

- Plans d'exécution détaillés.
- Echantillons du matériel.
- Références et adresses des fournisseurs.
- P.P.S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Sécurité).
- Inspection commune avec le coordonnateur SPS, préalable à toute intervention.

### 00.6.1.3 **En fin de travaux ( cf. délais CCAG travaux )**

- Les plans de récolement nécessaires et mis à jour à la demande de l'Architecte. Aucun décompte définitif ne sera soldé sans la production de ces documents.
- Les D.O.E. (Dossier des Ouvrages Exécutés) seront à fournir en 1 exemplaire papier et 1 dossier numérisé sur clé USB au fur et à mesure de l'achèvement des travaux par corps d'état. Ils devront respecter les demandes du Maître d'Ouvrage en la matière ( présentation etc..).
- Les D.I.U.O. (Dossier des Interventions Ultérieures sur les Ouvrages).

## 00.7 **PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES**

Les entrepreneurs se référeront pour tous les ouvrages cités au C.C.T.P., aux règlements de construction et aux Normes Françaises en vigueur à la date du C.C.A.P.

Ils prendront en compte les prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental et, d'une façon générale, toutes prescriptions particulières applicables, celles des Sociétés concessionnaires, notamment pour les raccordements aux réseaux (eau, électricité, téléphone, égouts) et pour les services publics (Ordures ménagères, etc.).

D'une façon générale, il est indiqué que tous les matériaux concernés par les présentes prescriptions devront être présentés par les entrepreneurs avec tous les échantillons, procès-verbaux, documentations et justifications nécessaires.

En cas d'insuffisance de renseignements, le Maître d'Œuvre pourra demander à l'Entrepreneur et à la charge de celui-ci, tous essais ou calculs par un laboratoire ou spécialiste agréé.

Toutes les réceptions, pour les corps d'état concernés par les présentes prescriptions, comprendront des essais de contrôles destinés à vérifier la qualité des matériaux et matériels utilisés et de leur mise en œuvre.

## 00.8 **REGLES DE L'ART**

Seront considérées comme Règles de l'Art et, de ce fait, applicables contractuellement au marché de l'entreprise les Documents Techniques Unifiés, Cahiers des charges et Règles de calcul, les exemples de solutions pour satisfaire au Règlement de construction, figurant dans le R.E.E.F. et les prescriptions techniques générales, publiés par le C.S.T.B. ainsi que les règles professionnelles éditées par la Fédération Nationale du Bâtiment, parus à la date du C.C.A.P.

En tout état de cause, les matériaux ou les techniques non normalisés mis en œuvre devront faire l'objet d'un avis technique ou d'une enquête spécialisée et bénéficier de l'acceptation en garantie de la commission technique des assurances.

## 00.9 **MARQUES ET CAHIERS DES CHARGES DES FABRICANTS**

Les marques indiquées dans le C.C.T.P. sont souhaitées, les entrepreneurs devront en tenir compte dans leur prix. Cependant, d'autres modèles pourront être proposés, à l'acceptation du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre, ils seront alors chiffrés en variante.

Chaque fois que le fabricant d'un produit ou équipement a publié un cahier des charges, des recommandations ou prescriptions d'emploi, l'entrepreneur devra suivre ces documents pour la mise en œuvre du produit ou du matériel.

## 00.10 **DOCUMENTS GRAPHIQUES OU ECRITS**

Les plans et le C.C.T.P. se complètent réciproquement sans que les entrepreneurs puissent faire état, après remise et réception de leurs offres, d'une discordance éventuelle qu'ils n'auraient pas signalée en temps utile, ils devront prévoir dans leurs prix le montant des travaux indispensables à la terminaison des bâtiments dans l'ordre général et par analogie avec ce qui est décrit, en accord avec le Maître d'Œuvre.

Les entrepreneurs sont tenus de vérifier, avant toute exécution, les cotes figurant aux dessins et de signaler au Maître d'Œuvre les erreurs qui pourraient être constatées.

Ils sont tenus de signaler par écrit au Maître d'Œuvre, les discordances qui pourraient éventuellement exister entre le CCTP et les ouvrages à exécuter et qui seraient de nature à nuire à la parfaite réalisation de leurs propres ouvrages.

Dans le même esprit, si certaines dispositions des plans et du C.C.T.P. soulèvent des divergences d'interprétation, les ouvrages seront exécutés conformément aux avenants techniques de référence et aux décisions du Maître d'Oeuvre sans entraîner pour autant des modifications au prix global forfaitaire des marchés.

Il est précisé que la clause de priorité prévue au Cahier des Prescriptions Spéciales entre les plans et le C.C.T.P. n'a pas pour but d'annuler la réalisation d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre.

Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction. En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au C.C.T.P. est formellement dû et vice-versa.

#### 00.11 **OUVRAGES NON DECRITS EXPLICITEMENT**

Le C.C.T.P. décrit l'essentiel des ouvrages dus par l'entrepreneur, même s'il ne définit pas dans le détail les ouvrages dus à la bonne finition des travaux.

Ces travaux sont compris dans le marché au même titre que les autres ainsi que tous ceux qui sont nécessaires à la bonne finition des ouvrages.

La description des ouvrages s'appuie enfin sur une solution technique répondant au programme et coordonnée entre les divers corps d'état. Il appartient en conséquence à l'entrepreneur qui modifierait certains points d'un corps d'état particulier, de prendre à sa charge les incidences éventuelles sur les autres corps d'état.

#### 00.12 **PLANS, DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS A FOURNIR PAR LES ENTREPRISES, COORDINATION.**

Les entrepreneurs devront fournir les plans techniques d'exécution de leurs ouvrages, ainsi que les détails d'ouvrages qui leur seraient demandés, notes de calculs, etc., de tous les lots où ils sont nécessaires, ainsi que les D.O.E.

L'examen de la conformité au projet d'étude sera soumis à la maîtrise d'œuvre pour visa.

D'une façon générale, et avant tout début d'exécution en atelier ou sur le chantier, toutes indications concernant les sujétions des travaux des divers corps d'état, en particulier les percements, trous, passages, niches, feuillures, etc., devront être données mutuellement d'un corps d'état aux autres.

Les Entrepreneurs devront veiller personnellement à la remise des renseignements et à l'exécution des travaux intéressants plusieurs corps d'état.

Faute de se conformer à ces indications, les entrepreneurs de chaque corps d'état devront effectuer, après coup, par leurs propres moyens et à leurs frais, tous percements, tous raccords, etc.

En cours de chantier, lorsqu'un ouvrage sera exécuté par un Entrepreneur, les Entrepreneurs qui lui succéderont devront réceptionner les supports, vérifier et relever les cotes et profils existants pour y adapter les fournitures et travaux devant faire suite à cet ouvrage, étant entendu qu'ils auront, pour ce qui les concerne, et par application des articles précédents, donné toutes les indications utiles et vérifié l'exécution des travaux des autres corps d'état.

Les plans d'installation de chantier seront établis par les Entrepreneurs en liaison avec le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS, et soumis au Maître d'Ouvrage pour accord avant le début des travaux (voir PGC).

#### 00.13 **PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX**

Les entreprises sont tenues, à la demande, de présenter au Maître de l'Ouvrage et au Maître d'œuvre, avant toute mise en œuvre, un certificat ou une facture de son fournisseur garantissant l'origine des matériaux et leur parfaite qualité.

Sur cette pièce, l'Entrepreneur devra mentionner à quel ouvrage ou partie d'ouvrage sont destinés ces matériaux.

Chaque intervenant devra, en outre, prendre toutes dispositions et mesures utiles pour assurer la parfaite conservation des matériaux, tant avant qu'après leur mise en œuvre, donc pouvoir répondre de leur état et de l'absence de défaut caché.

Il est à noter qu'il ne sera fait par le Maître d'œuvre aucun rappel de ces prescriptions, tout Entrepreneur qui ne les aurait pas observées en porterait l'entière et totale responsabilité.

#### 00.14 **PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE**

Les entreprises prendront connaissance du dossier établi par BTP Diagnostics en date du 01/02/2024 concernant la recherche de matériaux amiantés concernant les travaux à entreprendre.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R.4412-94 à R.4412-148 du code du travail. Elles doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R.4412-129.

## 00.15 **ECHANTILLONS - MODELES**

L'entreprise sera tenue de présenter au Maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage les échantillons qui lui seront demandés afin de permettre un choix facile des matériaux, et ce préalablement à toute commande et toute mise en œuvre.

Ces échantillons seront déposés au Bureau de Chantier jusqu'à installation.

## 00.16 **ETAT DES LIEUX**

Avant tout début des travaux un état des lieux sera effectué en présence du Maître de l'ouvrage, du Maître d'œuvre, et des entreprises concernées, afin de constater, avant travaux, l'état des locaux vides et principalement les éléments qui seront conservés.

Les mêmes états des lieux seront effectués après travaux.

Toute détérioration constatée devra être réparée aux frais de l'entreprise responsable.

## 00.17 **ORGANISATION DU CHANTIER**

### 00.17.1 **HYGIENE ET SECURITE DE CHANTIER**

L'organisation générale de l'hygiène et la sécurité du chantier est régie par la loi n° 93.1418 du 31/01/93 et du décret d'application du 26/12/94 concernant "l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil".

Le Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, retenu par le Maître d'Ouvrage est BTP CONSULTANTS

En fin de chantier les entreprises devront l'enlèvement de toutes leurs installations de chantier, des gravats, agrès, outillages divers, la dépose des clôtures, etc.

L'entrepreneur du lot 01 DESAMIANPAGE DECONSTRUCTION devra le balisage du chantier selon les dispositions réglementaires et préconisation du PGC, éclairage de sécurité, etc.

Les entrepreneurs devront se conformer à la réglementation en vigueur qui peut être consultée à la Direction Générale de la main d'œuvre, ou auprès de l'O.P.B.T.P.

Les mesures particulières concernant la sécurité et l'hygiène seront prises par les entrepreneurs en fonction du P.G.C. établi par le coordonnateur SPS.

### 00.17.2 **COMPTE-PRORATA**

Les dépenses, autres que celles visées par la NF 03-001, sont inscrites à un compte prorata géré par l'entreprise du lot 01 DESAMIANPAGE DECONSTRUCTION dans les conditions fixées ci-après. Le prix de chaque entreprise comprend les sommes à payer au gestionnaire du compte.

Une copie de la convention de gestion du compte prorata sera remise au Maître d'Ouvrage.

Les diverses entreprises règlent d'un commun accord les dépenses suivantes dans la mesure où elles n'ont pas été mises par le marché à la charge d'une entreprise déterminée et, s'il s'agit d'entreprises non groupées, ne figurent pas dans le compte prorata :

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée.
- Chaque entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'à ses propres bennes à gravats
- Les voiries et réseaux sont existants, l'entrepreneur du lot 01 DESAMIANPAGE DECONSTRUCTION devra en assurer l'entretien et le nettoyage pendant toute la durée du chantier au titre du compte prorata.

### 00.17.2.1 **Dépenses d'intérêt commun**

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises déterminé, les dépenses indiquées ci-après :

- L'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert.
- Les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur d'un lot déterminé.
- La responsabilité de l'auteur, insolvable n'est pas couverte par un tiers.

Toutefois, en raison de leur caractère particulièrement onéreux, les fournitures et matériels désignés ci avant demeureront jusqu'à la réception aux risques exclusifs de l'entreprise chargée de leur mise en œuvre.

L'entrepreneur titulaire du lot 01 DESAMIANPAGE DECONSTRUCTION procédera au règlement des dépenses correspondantes, mais pourra demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectuera en fin de chantier la répartition desdites dépenses aux entrepreneurs, proportionnellement aux montants des décomptes définitifs de leurs marchés.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limitera à jouer le rôle d'aimable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différent qui se serait élevé entre eux.

Pour établir son offre, l'entreprise devra prendre connaissance du P.G.C. (Plan Général de Coordination) établi par le coordonnateur SPS

et joint au DCE.

### 00.17.3 LOCAUX DE CHANTIER

Les locaux nécessaires au chantier, (bureau de chantier, vestiaires, réfectoire, sanitaires, etc.), aux entreprises, seront situés dans l'enceinte du chantier. Il pourra également être loué un logement dans les immeubles gérés par le Maître d'ouvrage à proximité, selon négociation avec ce dernier ( état des lieux entrant et sortant / remise en état à la livraison / règlement des loyers / ouverture des comptages / assurances, etc...). L'entreprise devra faire valider son projet et prendre en charge les coûts correspondants.

Le plan d'installation sera établi par l'entreprise du lot 01 DESAMIANPAGE DECONSTRUCTION qui se chargera de toutes les validations correspondantes par les différents intervenants, elle prendra en charge les modifications qui pourraient survenir tant en étude qu'en phase travaux. Elle fera valider ce plan définitif par le Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre, Coordonnateur sécurité, services de la ville, etc.....

Suivant dispositions du plan de principe , prescriptions communes, PGC :

- Sanitaires et douches : Il sera prévu une séparation hommes / femmes (conformément au code du travail)
- Les locaux seront chauffés, et équipés de l'eau froide et de l'eau chaude
- Installation électrique sur branchement de chantier à charge du présent lot.
- Alimentation en eau sur branchement de chantier à charge du présent lot.
- Aménagement d'une sortie "pieds propres" avec dégrillage et lave-bottes à partir des locaux de chantier.
- Mise à disposition de casques de chantier visiteurs dans le bureau de chantier.
- Les locaux de la base vie devront être nettoyés par une entreprise spécialisée d'une façon bi-hebdomadaire
- Le nettoyage de la base vie par une entreprise spécialisée , ainsi que les consommables, seront gérés par l'entreprise du lot 01 DESAMIANPAGE DECONSTRUCTION, au frais du compte prorata.
- Les consommables seront gérés par le lot 01 DESAMIANPAGE DECONSTRUCTION aux frais du compte-prorata. Le poste comprend les supports pour distributeurs de savon ( + robinet d'eau ) ou de gel désinfectant près de la porte d'entrée des baraques.
- Il doit être aménagé une plate-forme par le lot 01 DESAMIANPAGE DECONSTRUCTION (à ses frais, comme les bungalows) pour la mise en œuvre des installations de chantier et la zone de déchargement des bennes , qui sera ensuite déposée et évacuée en fin de chantier toujours par ce lot. Cette plate-forme comprend le dessouchage et débroussaillage de la zone, la voirie d'accès à créer , les terrassements, la mise en œuvre d'un géotextile, le remblai en grave soigneusement compacté et drainant, apte à recevoir des poids lourds, l'évacuation des terres excédentaires.
- Entretien de la plate-forme réalisée par le lot 01 DESAMIANPAGE DECONSTRUCTION, aux frais du compte prorata, pendant la durée du chantier.
- Création d'un passage piéton sur voirie si les installations sont hors de l'emprise chantier, et effacement en fin de chantier
- Mise en place des panneaux de signalisation réglementaires

### 00.17.4 INSTALLATIONS DIVERSES

L'Entrepreneur du lot N° 01 DESAMIANPAGE DECONSTRUCTION devra prendre contact avec les services municipaux et obtenir d'eux toutes autorisations nécessaires pour l'installation de chantier conforme au P.G.C.

Il fera son affaire personnelle de toutes autorisations éventuelles de voirie nécessaire, des surcoûts imposés par la ville, ainsi que les demandes d'installations des branchements électriques, eau, téléphone, pour la durée du chantier.

### 00.17.5 GESTION DES GRAVATS

Le chantier est soumis au tri sélectif, le stockage des matériaux et produits sera optimisé afin d'éviter les risques de pollution (eaux, nappes, air, fumées).

Les entreprises devront évacuer par leurs propres moyens les gravats leur incombant, la mise en commun des moyens n'est pas prévue par le présent descriptif.

### 00.17.6 ALIMENTATION ET DISTRIBUTION DES FLUIDES

#### 00.17.6.1 Electricité

L'entreprise de lot N ° 01 DESAMIANPAGE DECONSTRUCTION aura à sa charge l'alimentation électrique du chantier, y compris installation d'un décomptant sur les communs.

Le titulaire du lot N° 01 DESAMIANPAGE DECONSTRUCTION aura également à sa charge la mise en place des équipements secondaires :

- Armoire principale au droit des installations de chantier
- Raccordement des installations communes
- Alimentation de la signalisation sur rue ( si nécessaire feux tricolores, clôture, etc..)
- Armoires divisionnaires
- Blocs prises permettant l'utilisation de 25m de rallonge maximum
- Eclairage de chantier et balisage en 24 volts sur transformateur pour éclairage des combles
- Fourreaux de protection sous voirie ou en aérien compris poteaux pour suspendre éventuellement les alimentations
- L'entretien de ces installations pendant toute la durée du chantier

#### 00.17.6.2 Eau

L'entrepreneur du lot N° 01 DESAMIANPAGE DECONSTRUCTION aura à sa charge le branchement de chantier DN40 mini, avec robinet de barrage et de puisage, robinet de puisage lave-botte, alimentation des sanitaires. Ce poste comprend la mise en place d'un décomptant à adapter sur le circuit du bâtiment.

#### 00.17.7 **CLOTURE DE CHANTIER**

L'Entrepreneur en charge du lot N° 01 DESAMIANPAGE DECONSTRUCTION devra assurer, sous sa responsabilité, la fourniture, la pose, la signalisation et l'éclairage de la clôture de chantier, sans préjudice des prescriptions légales plus étendues qui pourraient lui être imposées par les services communaux au cours des travaux.

Pour cela, il devra se rapprocher des services de la commune de RUGLES pour définir la nature de la clôture, et les autorisations nécessaires.

#### 00.17.8 **DIFFICULTES D'ACCES ET DE STOCKAGE**

L'Entrepreneur ne pourra réclamer aucune indemnité, ni plus-value d'aucune sorte, sur le prix des travaux pour toutes sujétions auxquelles l'obligeraient soit les difficultés d'accès des lieux, soit de stockage des matériaux et agrégats, soit les dispositions qui lui seraient données dans l'intérêt du bon ordre et du service de chantier.

L'entreprise est tenue de se rendre sur place pour constater les accès de chantier disponibles.

#### 00.17.9 **TENUE DU CHANTIER**

Le chantier et ses abords (trottoirs, rues, etc.) devront être tenus dans un état constant de propreté et parfaitement rangés chaque fin de semaine. Le nettoyage, l'enlèvement des gravois et autres débris et détritus provenant des travaux de tous les corps d'état seront enlevés par chacun des lots concernés.

Dans le cas où cette prescription ne serait pas respectée, le titulaire du lot N° 01 DESAMIANPAGE DECONSTRUCTION procédera au nettoyage aux frais des entreprises concernées, à la demande du Maître d'œuvre.

#### 00.17.10 **PROTECTION SUR SITE**

L'entreprise intervenant sur le chantier doit se conformer strictement aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers.

Elle observera notamment les instructions et recommandations figurant dans les brochures éditées par l'O.P.B.T.P., et les recommandations du coordonnateur de sécurité.

L'entreprise de chaque lot intervenant sur le chantier est tenue de prendre toutes dispositions assurant la sécurité des personnes circulant aux abords et dans le chantier, vis-à-vis de la chute éventuelle des matériaux, notamment par des tôles de protection installées solidement en encorbellement, à la hauteur qui sera jugée suffisante pour assurer une protection efficace.

Elle doit également se conformer aux textes approuvés le 11 Juin 1980 par le COMITÉ TECHNIQUE NATIONAL DES INDUSTRIES DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS, concernant les mesures de prévention des accidents et mesures d'hygiène, ainsi qu'aux mesures réglementaires du titre VI du décret du 8 Janvier 1965.

#### 00.17.11 **SECURITE DES TIERS**

Pendant toute la durée des travaux, L'entrepreneur du lot N° 01 DESAMIANPAGE DECONSTRUCTION devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin de ne causer aucun dommage aux propriétés voisines, ni aucune gêne pour les occupants. Dans le cas contraire, il pourra être tenu pour responsable des dommages et/ou gêne causés et devra en supporter les conséquences. .

Aucun matériau ou matériel ne devra être déposé ou choir hors emprise du chantier.

Tous les engins et véhicules de chantier devront impérativement sortir "propres du chantier" afin de ne pas entraîner de débris, de terre ou gravats sur la voie publique (Le nettoyage des pneumatiques étant à la charge des entreprises).

#### 00.17.12 **AFFICHAGE - PANNEAU DE CHANTIER**

Dès l'ouverture du chantier l'Entreprise du lot N° 01 DESAMIANPAGE DECONSTRUCTION devra la mise en place du numéro de Déclaration préalable comprenant toutes les indications complémentaires légales.

Elle devra également la fourniture d'un panneau de chantier qui comportera les renseignements ci-dessous, suivant modèle à fournir par le Maître de l'ouvrage avec logos éventuels :

- Désignation de l'opération
- Financeurs et partenaires, organismes de certifications et labellisations
- Maître de l'Ouvrage
- Maître d'Oeuvre
- Bureau de Contrôle
- Coordonnateur SPS
- Entreprises et sous-traitants
- Numéro et date de Déclaration préalable

#### 00.18 **ECHAFAUDAGE**

L'échafaudage commun est dû au lot N°01 DESAMIANPAGE DECONSTRUCTION - rappel ci-après des PRESCRIPTIONS COMMUNES en

complément de la description figurant au PGC :

Les protections périmétriques seront dues, sur l'ensemble des zones de travail , de même que leur maintien et leur déplacement au fur et à mesure de l'avancement du chantier. La taille des végétaux gênants les interventions et la pose des échafaudage est également due.

Nota :

Chaque utilisateur réceptionnera l'échafaudage ; cette réception devra être consignée par un P.V. et sur le registre journal.

Les entreprises utilisatrices devront remplir une fiche suivant modèle à faire valider par le coordonnateur sécurité.

Cet échafaudage devra être conçu de manière à permettre les interventions en toiture, en pignons pour la couverture et les sous-faces de débords de toit, en toute sécurité en faisant office de garde-corps ( en façades et pignons ) et en étant évolutif ( accès toiture pour dépose de couverture amiantée, rives et revers amiantés, remplacement de débords en rives et revers, sortie VMC, etc...). Il sera également évolutif quant aux interventions de Charpente / Couverture pour lesquels les plateaux ne se situent pas à la même hauteur, ni au même éloignement des façades.

Les accès échelles et trappes en nombre suffisant pour permettre de neutraliser une façade pour le désamianteur sans bloquer les accès autres façades.

Les garde-corps en rives pour les travaux en couverture sont également dus, de même que les filets en bas de versants.

Des renforts seront également prévus pour mise en place de poulies d'acheminement de matériel, de goulottes.

Entreprises utilisatrices :

- Lot 01 Désamiantage-Déconstruction
- Lot 02 Révision de charpente - Couverture Bac acier

L'échafaudage de l'immeuble sera réalisé dans son ensemble afin que les travaux se déroulent sur la totalité du b<sup>ât</sup>iment en un temps donné et non par phases successives.

00.19

## **AUTO-CONTROLE DE L'ENTREPRISE**

Il est rappelé l'obligation de procéder pendant la période d'exécution des travaux aux vérifications techniques qui incombent à l'entreprise principale aux termes de la loi du 4 janvier 1978.

En particulier, l'Entreprise devra dans son offre, définir son programme interne en précisant les dispositions prévues sur le chantier pour en assurer le respect.

00.20

## **ORGANIGRAMME DE CHANTIER**

Il sera établi par le coordinateur, avant l'ouverture du chantier, l'établissement de l'organigramme du chantier, avec indication pour chaque intervenant du nom du responsable, l'adresse, le numéro de téléphone, les adresses courriels.

Cet organigramme fera apparaître :

- Le Maître de l'Ouvrage
- Le Maître d'œuvre
- Le Bureau de Contrôle
- Le Coordonnateur SPS
- Les entreprises et leurs sous-traitants
- Les organismes de sécurité
- Les coordonnées du chantier.